

Rwanda : Védrine salue « l'honnêteté » du rapport « qui écarte toute complicité de la France »

AFP, 26 mars 2021

L'ancien ministre socialiste français Hubert Védrine, secrétaire général de la présidence au moment du génocide rwandais de 1994, a salué vendredi auprès de l'AFP « l'honnêteté » du rapport remis au président Emmanuel Macron à avoir « écarté toute complicité de la France ».

L'ancien ministre socialiste français Hubert Védrine, secrétaire général de la présidence au moment du génocide rwandais de 1994, a salué vendredi auprès de l'AFP « l'honnêteté » du rapport remis au président Emmanuel Macron à avoir « écarté toute complicité de la France ».

Il déplore toutefois « les critiques très nombreuses et sévères » du rapport, visant notamment l'ancien président socialiste François Mitterrand (1981-1995), qui « ne tiennent aucun compte du fait que la France n'a fait

que réagir à partir de 1990 à l'attaque du FPR » tutsi.

Selon le rapport cinglant d'historiens remis vendredi au président, la politique de la France au Rwanda entre 1990 et 1994, menée par François Mitterrand et son entourage « aveuglés idéologiquement », a été une « faillite » et elle porte des responsabilités « accablantes » dans le génocide des Tutsi.

« Mais le plus important, c'est que le rapport écarte toute complicité de la France », a estimé Hubert Védrine, « compte tenu des accusations qui circulent depuis une quinzaine d'années », dont il a lui-même fréquemment fait l'objet.

Interrogé sur la responsabilité de François Mitterrand et de ses bonnes relations avec le président rwandais de l'époque Juvénal Habyarimana, soulignée par le rapport, Hubert Vé-

drine a affirmé que « c'est une mauvaise explication », une « extrapolation » : « Il connaissait bien les dirigeants africains, pas lui plus qu'un autre » et « beaucoup de pays avaient des relations normales » avec le régime Hutu.

L'ancien ministre des Affaires étrangères a également repoussé l'explication du rapport selon laquelle les informations régulières provenant de militaires et diplomates sur place, faisant état d'un risque de génocide, avaient été ignorées à Paris. « Il n'y avait pas besoin d'avertissements

pour savoir qu'il y avait un risque géant. C'était évident dès le début qu'il (allait) y avoir un durcissement atroce ».

L'attitude des dirigeants français, qui continuent à livrer des armes au régime jugé « raciste » par le rapport, s'explique selon lui par leur volonté de répondre « aux attaques du FPR, qui massacre beaucoup de cadres Hutu ». « Il y a une course de vitesse et la réponse de la France, c'est de faire pression pour arriver à un compromis », qui débouche sur les accords d'Arusha en août 1993, plaide-t-il.